



# Enquête mondiale de la CSI sur l'emploi: principaux résultats

# Table des matières

INTRODUCTION ET NOTE DE SYNTHÈSE	3
TENDANCES ACTUELLES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	5
PRIORITÉS SYNDICALES LIÉES À L'EMPLOI	7
ÉVALUATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE PAR LES SYNDICATS	9
DIALOGUE SOCIAL RELATIF AUX STRATÉGIES POUR L'EMPLOI	12

## Introduction et note de synthèse

La CSI a pris des engagements à l'égard des objectifs de plein emploi et de travail décent et a fixé, lors de son cinquième Congrès mondial en novembre 2022, un objectif mondial prévoyant de créer 575 millions de nouveaux emplois d'ici 2030 et de formaliser au moins un milliard d'emplois informels, soit la moitié de l'économie informelle mondiale. La réalisation de ces objectifs permettra de concrétiser les engagements des gouvernements visant «le plein emploi productif et un travail décent pour tous», comme spécifié dans les Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD 8).

En juillet 2023, la CSI a effectué une enquête auprès de ses affiliées au sujet des priorités et des actions syndicales liées à l'emploi et à la création de nouveaux emplois. Cette enquête de la CSI avait pour objectif principal de favoriser les connaissances des syndicats sur les campagnes pour l'emploi et les négociations avec les gouvernements menées par leurs homologues, et d'identifier la portée d'un soutien international accru aux efforts des syndicats. Une grande importance a été accordée à la création d'emplois dans les secteurs durables intensifs en main-d'œuvre et l'économie verte, ainsi que dans les domaines comportant une forte dimension sociale, comme les infrastructures et les soins. Ce rapport propose une synthèse des principaux résultats de l'enquête.

Au total, la CSI a obtenu des réponses d'un ensemble diversifié de pays englobant 27 pays d'Afrique, d'Europe,

d'Asie-Pacifique et des Amériques.<sup>1</sup> **Les résultats ont mis en lumière d'importantes disparités du marché du travail en termes de taux d'emploi:** l'Europe du Nord affiche des taux d'emploi élevés, supérieurs à 70%, tandis que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Europe de l'Est sont à la traîne – et la COVID-19 n'a fait qu'accentuer ces écarts. De nombreux pays ont vu leur PIB et leur taux d'emploi se rétablir après la pandémie, mais les syndicats d'Amérique latine et d'Afrique ont constaté des difficultés prolongées dans la sphère de l'emploi, une dégradation des niveaux de vie, de mauvaises conditions de travail, et une informalité persistante. En règle générale, les syndicats ont signalé que les salaires peinaient à suivre l'inflation et que le PIB et les salaires réels diminuaient, compromettant la sécurité de revenu des travailleurs.

**L'enquête a demandé aux syndicats d'identifier leurs principales priorités en matière d'emploi, et plus de 82% des répondants ont précisé que leur préoccupation majeure concernait l'investissement dans le perfectionnement des compétences et le renforcement de l'éducation et de la formation.** L'apprentissage et la formation continue sont des moyens essentiels pour répondre aux exigences d'un marché du travail qui évolue rapidement, en particulier dans le contexte d'importantes transformations structurelles, telles que la transition vers une économie sobre en carbone et le développement de la numérisation. **Plus de la moitié des syndicats ont également souligné la nécessité d'augmenter l'investissement public dans des secteurs stratégiques** pour créer des emplois de qualité. Les secteurs stratégiques en question sont le secteur public, l'économie verte, l'économie

<sup>1</sup> Argentine (CTA-T), Australie (ACTU), Bangladesh (BSSF), Canada (CSN), Colombie (CTC), Corée (FKTU), Espagne (CCOO), Finlande (SAK), Géorgie (GTUC), Honduras (SINTRAH), Israël (Histadrut), Italie (UIL), Liberia (LLC), Malte (GWU), Maroc (CDT), île Maurice (CITU), Mauritanie (CNTM), Niger (CDTN), Pays-Bas (FNV), Pérou (CATP), Roumanie (Cartel ALFA), Rwanda (CESTRAR), Saint-Marin (CSdL), Sénégal (SUES), Serbie (TUC Nezavisnost), Singapour (NTUC), Suède (LO).

des soins, les infrastructures, le tourisme et l'industrie manufacturière. Bon nombre de syndicats ont par ailleurs demandé que les budgets nationaux allouent davantage d'argent à la création d'emplois et aux stratégies budgétaires ciblant le plein emploi. **D'autres priorités syndicales portent sur les politiques actives du marché du travail et les services publics pour l'emploi**, suivies des mesures destinées à soutenir la formalisation de l'économie informelle, puis des mesures permettant d'améliorer la qualité globale des emplois et de lutter contre le travail précaire et informel.

**Un nombre significatif de syndicats (70%) ont indiqué que leur gouvernement avait mis en place des plans ou des stratégies pour l'emploi au niveau national. Ces plans** s'adressent souvent à des groupes spécifiques sous-représentés ou cherchent à améliorer l'évolution de carrière et la progression des salaires dans certains secteurs choisis. De plus, environ 50% des syndicats ont mentionné que leur gouvernement avait intégré des plans pour l'emploi à leurs plans pour le climat ou leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), mais 76% des syndicats se sont dits déçus par le manque d'investissement dans les emplois verts.

**Les résultats de l'enquête révèlent une absence inquiétante de participation structurée des syndicats dans l'élaboration de stratégies nationales pour l'emploi:** seulement 17% des syndicats ont fait part de consultations régulières avec leur gouvernement, alors que 48% ont déclaré qu'ils n'étaient invités aux discussions que de façon intermittente. Pour les politiques de l'emploi relatives au climat, 24% des syndicats n'ont pas participé activement au processus d'élaboration des CDN, et 31% estiment que leurs contributions n'ont pas suffisamment été prises en considération. En dépit de ces difficultés, les syndicats ont montré qu'ils avaient de solides

connaissances et capacités pour élaborer des politiques de l'emploi, notamment en ce qui concerne la formation orientée en fonction des compétences, les réformes du travail et l'impact des politiques climatiques sur l'économie.

**Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête mettent en évidence la nécessité d'adopter une approche globale du soutien à l'emploi, en rappelant qu'il est urgent que les gouvernements investissent dans les emplois et qu'ils œuvrent à améliorer la qualité des emplois.** Cette approche nécessite de réunir plusieurs facteurs, à commencer par un meilleur accès aux compétences et à la formation, des politiques actives du marché du travail et des services publics dédiés à l'emploi, de meilleurs salaires et conditions de travail, une lutte contre l'emploi précaire et informel, et un investissement public stratégique dans les secteurs intensifs en main-d'œuvre ayant une forte dimension sociale et environnementale. En outre, les syndicats, en tant que représentants démocratiques des travailleurs, doivent être associés de manière constructive à l'élaboration de plans nationaux pour l'emploi de sorte à prendre correctement en compte les intérêts des travailleurs; l'enquête note à cet égard qu'il est urgent aussi de renforcer le dialogue social dans les politiques de l'emploi et dans les plans de transition juste relevant des CDN définies par les gouvernements.

## Tendances actuelles du marché du travail

Les résultats de l'enquête soulignent de considérables variations entre les pays et les régions pour ce qui se rapporte à la structure du marché du travail, aux niveaux d'emploi, de chômage et d'informalité, et à la manière dont les gouvernements ont géré les crises de l'emploi ces dernières années, notamment dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

S'agissant des **niveaux d'emploi**, les pays d'Europe du Nord affichent généralement une forte participation sur le marché du travail, avec des taux d'emploi supérieurs à 70% (82,2% aux Pays-Bas, 74,2% en Finlande et 69% en Suède). À l'inverse, les taux de participation sont beaucoup plus faibles en Amérique latine (50,5% en Colombie), en Afrique (45% au Maroc et au Sénégal) et en Europe de l'Est (43% en Géorgie).

Ces divergences régionales apparaissent également de façon évidente dans les **taux de chômage** – à savoir la part de la main-d'œuvre enregistrée comme cherchant activement un emploi. Les taux de chômage élevés sont particulièrement fréquents en Amérique latine et en Afrique (22% au Sénégal). De surcroît, une proportion alarmante de personnes travaillent dans l'économie informelle, ou occupent des **emplois non déclarés ou sous-déclarés**. Plus précisément, au Pérou, au Honduras et en Colombie, la part de travail informel avoisine 50% et, en Afrique, les niveaux d'informalité atteignent des pourcentages extrêmement élevés, jusqu'à 92% dans le cas du Rwanda.

**Les répercussions de la pandémie de COVID-19 n'ont fait qu'accentuer les disparités.** Cette crise a généré une des plus graves difficultés de l'histoire récente pour l'emploi, et a contribué à aggraver la pauvreté et les inégalités au niveau mondial. **Les pays ont réagi très différemment à la crise de COVID-19; cependant, les réponses de l'enquête soulignent l'efficacité des mécanismes de soutien immédiat aux travailleurs.** Les pays dotés de cadres de protection sociale complets et de services publics de qualité étaient mieux équipés pour faire face à la crise et aider les travailleurs dont l'emploi et les moyens de subsistance étaient durement touchés. Le congé de maladie payé, l'aide au revenu, et les prestations publiques de santé ont coïncidé avec une reprise plus forte. Plusieurs pays ont pris des mesures efficaces pour protéger les salaires, les revenus et les emplois (telles que les dispositifs de chômage temporaire ou de soutien à l'embauche) et ont mis en place une couverture sociale pour des groupes qui en étaient exclus jusqu'alors, comme les travailleurs indépendants et les travailleurs des plateformes (Suède et Corée du Sud). Inversement, dans les pays où il n'y a pas eu de riposte ferme pour préserver les emplois et les revenus, le niveau de chômage a eu tendance à persister et l'informalité à augmenter.

**Les résultats de l'enquête indiquent par ailleurs que, dans la plupart des pays, la croissance du PIB et les niveaux d'emploi se sont rétablis depuis la pandémie** et que, dans certains cas, les niveaux d'emploi sont plus élevés qu'avant la pandémie (Pays-Bas, Australie, Espagne). Cela dit, d'après des syndicats d'Amérique latine (Colombie, Honduras, Pérou) et de plusieurs pays africains (Sénégal, Rwanda, île Maurice, Maroc), le marché du travail n'a pas totalement retrouvé son niveau d'avant la pandémie. De plus, certains syndicats ont signalé que, malgré cette reprise des taux d'emploi et du PIB, **les niveaux de vie et les conditions de travail continuent de se dégrader**. Les salaires augmentent plus lentement que le PIB et que l'inflation, ce qui détériore le paysage du travail, caractérisé par des emplois de mauvaise qualité et une baisse des revenus réels. Plusieurs syndicats ont constaté une augmentation des emplois précaires et de l'informalité.

**Divers syndicats ont précisé que les transformations structurelles majeures qui s'opéraient sur le marché du travail, telles que l'importance croissante de la technologie et de l'automatisation,** risquaient de faire baisser le nombre d'emplois et la qualité des emplois. Une partie des répondants (69%) craignent que la technologie et l'automatisation ne provoquent des pertes d'emplois, et 41% d'entre eux estiment que ces tendances vont accroître les inégalités entre les travailleurs. **De la même manière, le changement climatique et les transformations de l'industrie nécessaires pour soutenir le passage à une économie à faible intensité de carbone** pourraient avoir de considérables conséquences sur l'emploi, qu'il s'agisse de la disparition progressive de certains emplois ou secteurs, ou du potentiel de créer de nouvelles opportunités d'emploi.

## Priorités syndicales liées à l'emploi

L'enquête a questionné les syndicats sur leurs principales priorités en matière d'emploi. **Pour plus de 82% des syndicats répondants, l'investissement dans le perfectionnement des compétences et l'amélioration des cadres d'éducation et de formation constitue une priorité de premier ordre.** Investir dans les possibilités d'éducation et de formation de grande qualité et dans l'apprentissage continu est indispensable pour répondre aux exigences des marchés du travail qui évoluent rapidement. L'investissement dans l'éducation et les compétences est particulièrement important aussi dans le contexte d'une transition vers une économie sobre en carbone, conjuguée à l'élimination graduelle des industries à forte intensité de carbone et à la création de nouveaux emplois respectueux du climat.

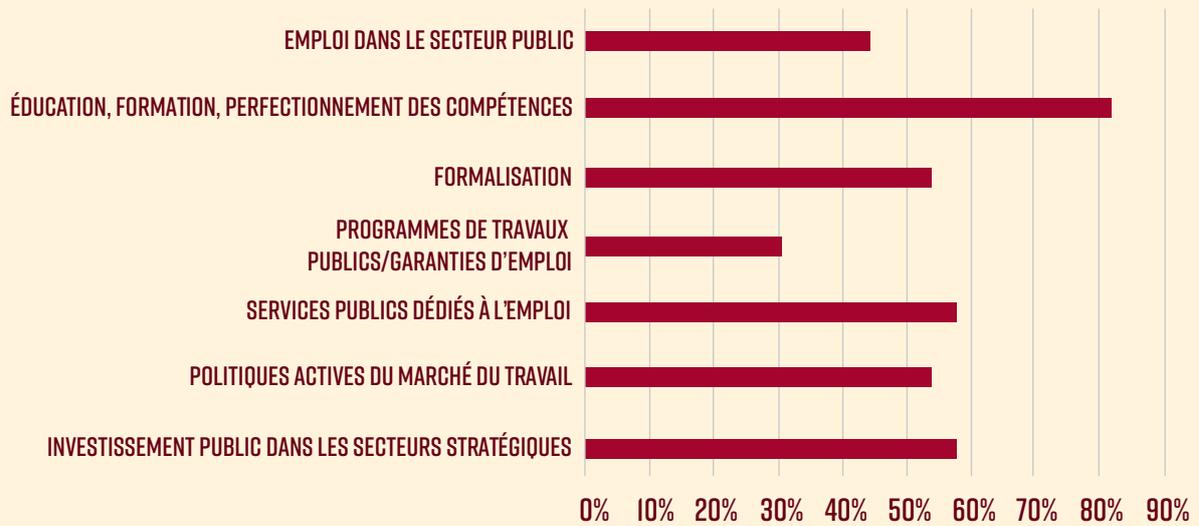
**Davantage d'investissements publics,** plus exactement dans les secteurs stratégiques témoignant d'une grande capacité de créer des emplois nouveaux de qualité, est une demande cruciale plébiscitée par plus de la moitié des syndicats répondants. Ils réclament plus d'investissements dans les domaines stratégiques essentiels, c'est-à-dire le secteur public, l'économie verte durable, le secteur des soins, le développement des infrastructures, le tourisme et l'industrie manufacturière. En outre, il existe un consensus entre de nombreux syndicats quant à la nécessité de consacrer davantage d'argent, dans les budgets nationaux, à l'augmentation des emplois et à la mise en œuvre de

politiques budgétaires destinées à atteindre le plein emploi. **Plus de la moitié des syndicats interrogés considèrent que le renforcement des politiques actives du marché du travail et des services publics pour l'emploi est une grande priorité.** Ces mesures peuvent jouer un rôle significatif auprès des demandeurs d'emploi pour les aider à trouver du travail, surtout lorsqu'elles sont de bonne qualité et adaptées à chacun.

Stimuler **l'emploi dans le secteur public** est également une priorité pour presque la moitié des syndicats de l'enquête. Dans de nombreux pays, l'État est un employeur important et le renforcement de l'emploi dans le secteur public peut être un moyen efficace de réduire le chômage à court terme. L'emploi dans le secteur public peut par ailleurs créer de la demande dans d'autres secteurs de l'économie, tels que les services privés.<sup>2</sup> Certains syndicats (SAK Finlande, FNV Pays-Bas, Cartel Alfa Roumanie, CNTM Mauritanie, CTA-T Argentine) pensent que **l'établissement de programmes de travaux publics ou de garanties d'emploi** est une question à priorité élevée. Ces mesures visent à offrir des emplois aux travailleurs qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins en raison du manque d'opportunités d'emplois sur le marché.

<sup>2</sup> Pour de plus amples informations, voir CSI (2021) Créer des emplois: que peuvent faire les gouvernements?

## PRINCIPALES PRIORITÉS DES SYNDICATS



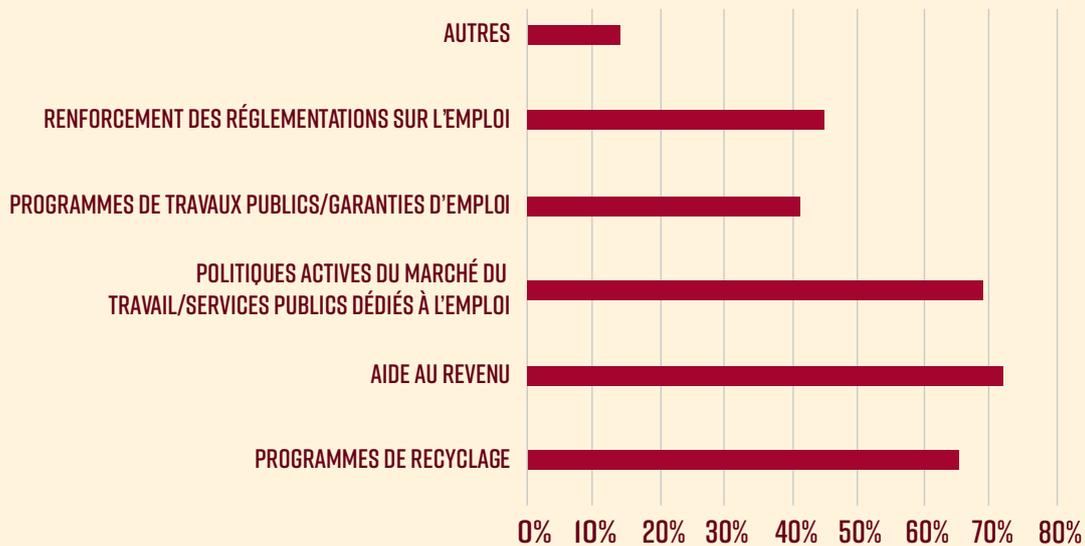
**Pour la majeure partie des syndicats, la formalisation de l'économie informelle demeure une priorité non négligeable.** Une économie informelle importante et persistante a non seulement des conséquences négatives sur les droits et les protections auxquels les travailleurs informels ont accès, mais aussi un effet négatif sur les finances publiques, du fait des recettes fiscales non perçues. Les syndicats ont rapporté à diverses reprises qu'ils avaient pris eux-mêmes des initiatives spécifiques en faveur de la formalisation: ils ont par exemple demandé des changements législatifs qui reconnaissent et protègent les travailleurs informels (ACTU Australie), et ont organisé les travailleurs de l'économie informelle (FNV Pays-Bas, CDT Maroc).

**Outre les mesures destinées à stimuler l'emploi et à créer de nouveaux emplois, de nombreux syndicats ont mis l'accent sur l'importance de renforcer la qualité de l'emploi. À ce point de vue, certains syndicats ont indiqué qu'ils sollicitaient des politiques garantissant des salaires plus élevés (CCOO**

**Espagne, CSN Québec),** des environnements de travail sûrs et sécurisés (CSN Québec, UIL Italie), ainsi qu'une meilleure sécurité de l'emploi (ACTU Australie), et qu'ils prenaient des mesures pour lutter contre le travail précaire et le faux travail indépendant (FNV Pays-Bas, FKTU Corée).

**Une grande majorité de syndicats (72%) ont rappelé l'importance de l'aide au revenu pour les travailleurs confrontés aux pertes d'emploi ou au travail précaire.** de même que les politiques actives du marché du travail, les services publics dédiés à l'emploi et les programmes de recyclage.

## QUELLES STRATÉGIES FAUDRAIT-IL METTRE EN ŒUVRE POUR AIDER LES TRAVAILLEURS CONFRONTÉS AUX PERTES D'EMPLOI OU AU TRAVAIL PRÉCAIRE ?



**Enfin, de nombreux répondants ont précisé que leur syndicat avait des objectifs et des buts concrets pour l'emploi.** Par exemple, CC00 Espagne cherche à faire passer le chômage en dessous de 10% avant 2026.

Certains syndicats (CATP Pérou, CESTRAR Rwanda) ont fixé des objectifs reposant sur ceux du Programme par pays de promotion du travail décent de l'OIT en place dans leur pays.

## Évaluation de l'action gouvernementale par les syndicats

**Une large proportion de syndicats (70%) ont mentionné que leur gouvernement avait une stratégie ou un plan national pour l'emploi.** Dans certains cas, ces plans consistent à renforcer l'employabilité des groupes spécifiques sous-représentés sur le marché du travail. La Suède, par exemple, a fortement misé sur

l'augmentation de l'emploi chez les migrants, tandis que le Sénégal s'est fixé l'objectif spécifique de créer 65.000 nouveaux emplois pour les jeunes. Certains plans visent essentiellement à renforcer les conditions de travail et la qualité des emplois: à Singapour, le modèle du salaire progressif établi par le gouvernement entend améliorer les salaires et l'évolution de carrière dans des secteurs définis,

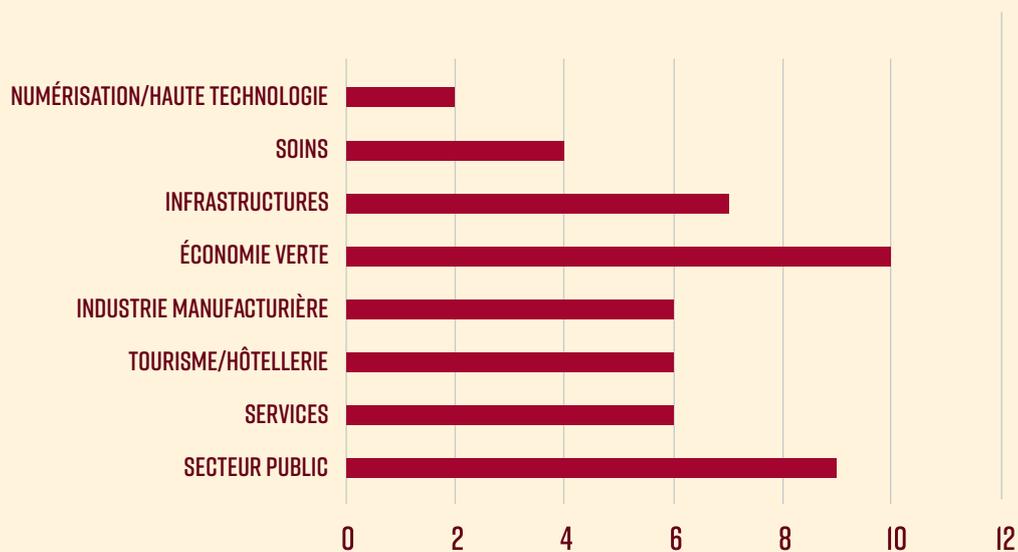
tels que la sécurité, le nettoyage, l'aménagement paysager, les ascenseurs et les escaliers mécaniques, l'alimentation, le commerce de détail, etc. D'autre part, 50% des syndicats ont répondu que leur gouvernement avait adopté des mesures spécifiques pour soutenir l'emploi et la création d'emplois dans le cadre des plans pour le climat ou des CDN.

Les syndicats ont observé que les plans nationaux pour l'emploi étaient souvent axés sur la création d'emplois dans des secteurs particuliers. Dix syndicats répondants ont mentionné que leur gouvernement prenait des mesures pour soutenir la **création de**

#### **nouveaux emplois dans l'économie verte.**

Neuf syndicats ont également rapporté que leur gouvernement encourageait la création d'emplois dans le secteur public, et d'autres ont signalé des investissements dans la création d'emplois dans les infrastructures, l'industrie manufacturière, les services, le soin, le tourisme et l'hôtellerie.

#### VOTRE GOUVERNEMENT AGIT-IL POUR CRÉER DES EMPLOIS DANS DES SECTEURS SPÉCIFIQUES?



Toutefois, dans l'ensemble, **les syndicats regrettent que l'action des gouvernements soit insuffisante pour créer des emplois dans l'économie verte.** En effet, environ **76% des syndicats souhaitent que leur gouvernement investisse davantage dans**

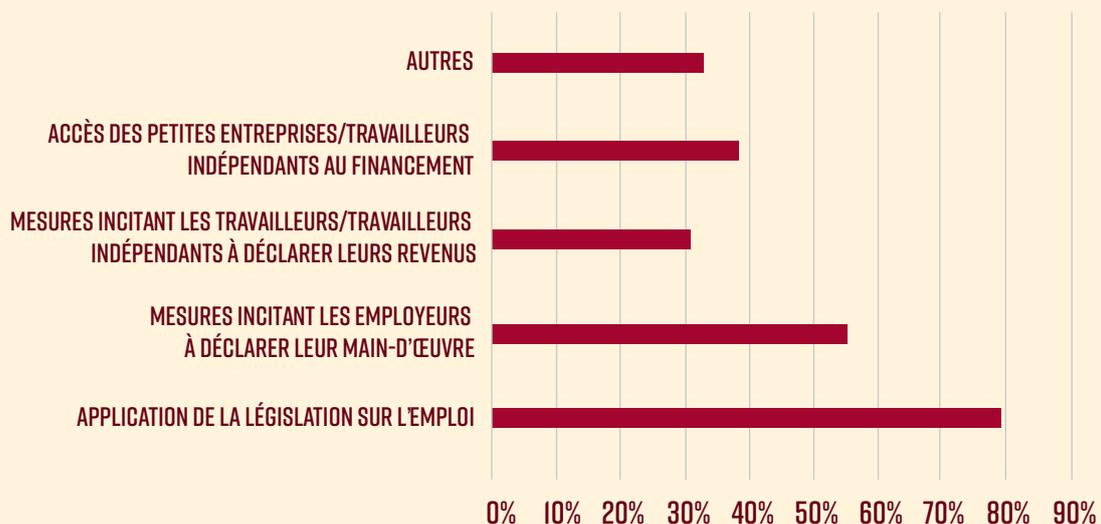
**des emplois de qualité dans l'économie verte.** De surcroît, plus de **62% des syndicats déplorent que leur gouvernement n'accorde pas assez d'attention à la création d'emplois de qualité dans le secteur des soins.** Des observations sur le manque d'investissement

dans le secteur public, les infrastructures et l'industrie manufacturière viennent étayer ces préoccupations.

**La majorité des syndicats interrogés considèrent que la formalisation de l'économie informelle est une priorité, et 55% des répondants pensent que leur gouvernement n'applique pas les politiques nécessaires pour soutenir les processus de formalisation. À la question portant sur les politiques à adopter pour favoriser la formalisation, près de 80% des syndicats ont répondu que le levier principal résidait dans le renforcement des lois sur l'emploi.** D'après 55% des répondants, la politique clé

pour encourager la formalisation de l'économie consiste à améliorer les mesures incitatives afin d'amener les employeurs à déclarer leur main-d'œuvre. Ensuite, 38% ont noté qu'un meilleur accès des petites entreprises et des travailleurs indépendants au financement permettrait de faciliter la formalisation. En substance, les syndicats ont fait état d'une série de mesures incitatives et de mesures visant à les appliquer pour soutenir les processus de formalisation, conformément à l'approche multidimensionnelle préconisée par l'OIT dans la Recommandation 204 sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.

À VOTRE AVIS, QUELLES SONT LES POLITIQUES LES PLUS IMPORTANTES POUR SOUTENIR LA FORMALISATION DANS VOTRE PAYS?

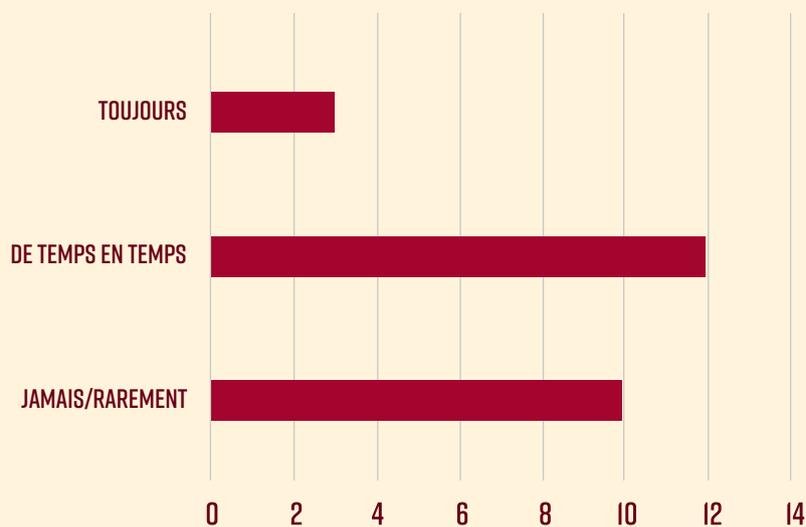


## Dialogue social relatif aux stratégies pour l'emploi

Les résultats de l'enquête font apparaître le manque de participation structurée de la plupart des syndicats dans l'élaboration de stratégies nationales pour l'emploi, en dépit du rôle primordial que jouent les syndicats dans la représentation démocratique des travailleurs et de leurs intérêts. **Seulement 17% des syndicats ont fait part d'une consultation régulière avec leur gouvernement en vue d'élaborer**

**des plans nationaux pour la création d'emplois.** Pratiquement la moitié d'entre eux (48%) ont déclaré qu'ils n'étaient invités que de façon intermittente aux mécanismes de dialogue social et de négociation sur l'emploi. **Plus de 20% des syndicats ont ajouté qu'il n'y avait pas d'organe tripartite institutionnel établi consacré aux stratégies de création d'emplois** au niveau national.

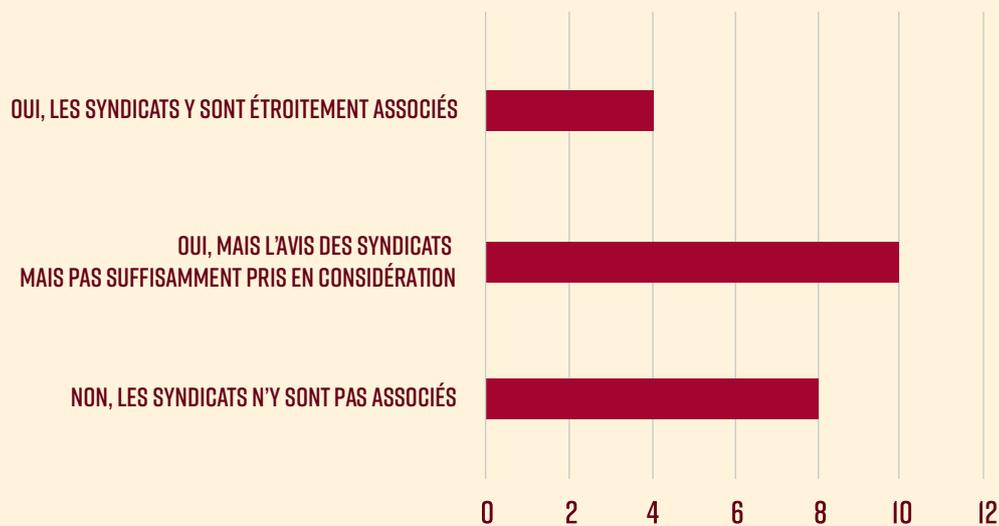
POUR ÉTABLIR DES PLANS DE CRÉATION D'EMPLOIS, LE GOUVERNEMENT DE VOTRE PAYS CONSULTE-T-IL LES SYNDICATS, ET LES MÉCANISMES DE DIALOGUE SOCIAL ET DE NÉGOCIATION SONT-ILS INCLUSIFS ET FONCTIONNENT-ILS CORRECTEMENT?



En ce qui concerne la participation des syndicats à l'élaboration des politiques pour l'emploi en lien avec les plans gouvernementaux pour le climat, **environ 24% des syndicats ont spécifié qu'ils n'avaient pas été activement associés aux processus d'élaboration de ces plans nationaux** (Corée du Sud). En outre, 31% des syndicats se sont dits préoccupés par le fait que leurs contributions ne soient pas suffisamment prises en considération, malgré les recommandations qu'ils avaient adressées à leurs gouvernements

respectifs au sujet des transitions justes. Ces syndicats ont réalisé des recherches sur des secteurs spécifiques de l'économie et les conditions requises pour l'éducation et la formation orientées sur les compétences, dans le but de répondre aux exigences de l'emploi en constante évolution, en étudiant les effets des réformes du travail de ces dernières années et en observant les recherches sur les changements induits par les politiques climatiques.

#### LES SYNDICATS SONT-ILS ASSOCIÉS AUX PLANS POUR LE CLIMAT DE VOTRE GOUVERNEMENT/CDN?



**CSI**  
**Confédération Syndicale Internationale**

[info@ituc-csi.org](mailto:info@ituc-csi.org)

[www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org)

Téléphone: +32 (0)2 224 0211

Boulevard du Jardin Botanique, 20,  
1000 Bruxelles - Belgique

**Éditeur légalement responsable:**  
Luc Triangle, Secrétaire général

